AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : PRE01/070/2012
08 February 2012

Panama. Il faut une enquête en bonne et due forme sur la mort de manifestants

Les autorités panaméennes doivent enquêter sur les allégations faisant état d'un recours excessif à la force de la part de la police, alors que deux manifestants ont été tués au cours de trois jours d'affrontements entre les forces de sécurité et le peuple ngäbe-buglé, a déclaré Amnesty International mercredi 8 février.

Jerónimo Rodríguez Tugrí aurait été abattu le 5 février par la police à San Felix dans la province de Chiriquí, et plus de 40 autres personnes, y compris des policiers, auraient été blessées lors des manifestations.

Mardi 7 février, les médias ont signalé la mort d'une autre personne, Mauricio Méndez, à David, également dans la province de Chiriquí. Les circonstances de ce décès n'ont pas encore été confirmées.

« Les autorités doivent ouvrir dans les meilleurs délais une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur les décès et blessures signalés lors des affrontements, et déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsable de ces agissements, a déclaré Guadalupe Marengo, directrice adjointe du programme Amériques d'Amnesty International.

Les membres de la communauté indigène des Ngäbe-Buglé, qui vivent dans les provinces de Chiriquí, Veraguas et Bocas del Toro dans l'ouest du pays, ont bloqué l'autoroute panaméricaine dans le cadre d'un mouvement qui a débuté le 30 janvier pour exprimer la crainte qu'une modification d'un projet de loi n'ouvre la voie à des projets hydroélectriques sur leurs terres.

Mardi 7 février, à l'issue d'une semaine de manifestations importantes dans tout le pays, le gouvernement et les Ngäbe-Buglé sont parvenus à un accord concernant l'ouverture d'un dialogue sur les demandes des manifestants et le retrait immédiat de la police antiémeute des zones où elle s'était déployée. Les Ngäbe-Buglé se sont engagés de leur côté à lever les barrages routiers qu'ils avaient édifiés.

« Il est regrettable que deux personnes soient mortes et de très nombreuses autres aient été blessées du fait du mépris des autorités panaméennes pour la protection des droits des Peuples indigènes, a déclaré Guadalupe Marengo. Ceux-ci doivent être consultés et pouvoir donner librement leur avis avant l'adoption de projets de développement, et une consultation en bonne et due forme doit avoir lieu avant que des mesures législatives susceptibles de les affecter ne soient adoptées. »

Le Panama a soutenu l'adoption en 2007 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones qui protège ces peuples contre la perte de leurs terres et de leurs ressources au nom du développement. Cette Déclaration a été adoptée précisément pour éviter que des vies humaines ne soient perdues et des moyens de subsistance détruits, et faire en sorte que les Peuples indigènes jouissent de leurs droits fondamentaux sans discrimination.

« Il est temps que les autorités du Panama honore cette Déclaration et montre aux Panaméens et au reste

du monde qu’elles sont déterminées à respecter et protéger les droits de tous les habitants du pays. Les projets de développement et l’exploitation des ressources naturelles ne doivent pas devenir des raisons de violer les droits des peuples autochtones. Ceux-ci ont enduré des années de violations de leurs droits et de discrimination, les États ont désormais le devoir d’inverser cette situation », a conclu Guadalupe Marengo.